

“Le gouvernement Di Rupo était aussi clivant”

- Le vice-Premier Alexander De Croo (Open-VLD) reconnaît le succès de la manifestation syndicale.
- Il regrette le peu d'entrain de certains syndicats à condamner la violence d'une minorité.
- Il n'entend négocier l'accord qu'à la marge.

“L'alternative à nos mesures, c'est la politique de Hollande”

Entretien **Raphaël Meulders et Vincent Rocour**

Les syndicats ont réuni beaucoup de monde cette semaine. Un désaveu pour vous ?

C'est vrai que faire descendre 100000 personnes dans la rue, c'est un exploit. Les syndicats ont beaucoup mobilisé. Et je comprends que les gens se posent des questions.

Ont-ils manipulé l'opinion ?

Le mot “manipuler” est très lourd. Mais il y a eu des caricatures. Nous faisons des choix parce que nous voulons donner à ce pays un avenir, une économie qui crée des emplois, et pour y arriver, nous avons décidé de doper la compétitivité des entreprises. Cela demandera des efforts à tout le monde. Mais dire que nous organisons une attaque brutale contre la Sécu, ce n'est pas vrai.

Les manifestants estiment que les travailleurs payeront l'addition alors que les revenus du capital sont épargnés...

Il ne faut pas oublier que le gouvernement précédent est allé très loin dans la taxation du capital. Nous avons augmenté le précompte mobilier de 15 % à 25 %.

Ce gouvernement-ci ne pouvait pas faire un pas de plus ?

De tous les pays d'Europe, la Belgique est le n° 1 ou le n°2 pour la taxation sur le travail. Pour la taxation sur le capital, elle n'est que 5°. Faut-il aussi devenir n° 1 pour la taxation du capital ? Ce n'est pas mon ambition. Il y a une alternative à nos mesures : faire ce que François Hollande a essayé de faire il y a deux ans en France en taxant plus. La situation économique de la France est aujourd'hui catastrophique. Nous avons fait un choix différent. Notre

projet est clair. Cela nous différencie des accords des gouvernements précédents, qui ressemblaient à une procession d'Echternach latérale, où l'on allait un peu à droite et un peu à gauche. Maintenant, notre démarche est plus cohérente.

Vous allez clairement à droite...

Je ne suis ni de gauche ni de droite. Je suis libéral. Dans une classification classique, on parlera de politique de centre droit.

Après la manifestation, vous avez rencontré les syndicats. Un début de dialogue a été amorcé. Ne pouviez-vous pas initier ce dialogue au moment de rédiger l'accord de gouvernement ?

Nous avons essayé. La première invitation lancée par les deux formateurs a été adressée aux partenaires sociaux. La présidente de la Fédération des entreprises publiques (FEB) Michèle Sioen était seule au rendez-vous. Pour moi, la logique, c'est de parler d'abord, puis de manifester. Hier, on a entamé un dialogue. J'aurais trouvé normal qu'ils suspendent les actions le temps de la concertation.

Le gouvernement est-il prêt à lâcher du lest ?

Je suis convaincu que la concertation amènera une plus-value dans la manière d'implémenter les décisions. Prenons notre décision de retarder l'âge de la pension. Les syndicats nous ont fait des remarques sur la mise en œuvre. Nous en tiendrons compte.

Vous travaillerez à la marge. Mais peut-on imaginer que le gouvernement renonce à certaines mesures, comme la hausse de l'âge légal de la pension à 67 ans ?

On a fait un accord de gouvernement, qui va dans une direction. Si les partenaires sociaux ont l'ambition de changer la nature des mesures, ils peuvent se présenter aux prochaines élections. Nous vivons

dans une démocratie.

Ce gouvernement est assez clivant : il y a des gens qui le louent, d'autres qui l'exècrent... Vous n'avez pas peur de créer une rupture dans la société ?

Le gouvernement précédent était aussi clivant. Le gouvernement Di Rupo ne passait pas facilement en Flandre. Nous allons expliquer, passer au-dessus des caricatures.

Il y a eu de la violence jeudi. N'est-ce pas le signe d'une rupture dans la société ?

Certains syndicats ont été très clairs pour condamner ces violences. D'autres ont été moins clairs. C'est un peu dommage. La violence n'est pas acceptable. Si des supporters font du grabuge dans un stade, leur équipe devra jouer 5 matchs à guichets fermés. Et c'est la logique même. Ce qui s'est passé à la fin, c'est dommage. Mais c'est le fait d'une minorité.

Dans l'opposition, on dit parfois que le vrai Premier ministre, c'est Bart De Wever...

Encore une caricature. Il y a des nationalistes dans ce gouvernement. Sous la législature précédente, avec le PS, nous avons sorti le pays du marécage communautaire. Le nouveau gouvernement s'engage à ne pas faire de communautaire. Il est assez étonnant de voir le PS axer son opposition sur un axe communautaire.

Allez-vous vendre les parts de l'Etat dans Bpost et Belgacom sous cette législature ?

Bpost et Belgacom vivent dans des secteurs concurrentiels. Dans la plupart des pays européens, il n'y a plus d'actionnariat public pour ce type d'entreprises. Rien n'est décidé. On fera l'analyse. Il est clair que l'arrivée d'un actionnariat privé a été un des facteurs qui a aidé ces deux entreprises à devenir plus compétitives. Je veux surtout respecter l'autonomie de

ces entreprises, contrairement à ce que mon prédécesseur a fait.

Bpost et Belgacom montrent aussi qu'on peut avoir de bons résultats sans avoir un CEO au salaire exorbitant...

Je n'ai jamais dit que j'étais opposé à des salaires plus réduits. Si Johnny Thijs est parti de Bpost, c'est surtout parce qu'il en avait marre des interventions du politique. J'interviendrai moins dans la vie des entreprises. Sauf dans certains cas, comme celui des constructions fiscales,

qu'aurait réalisé Belgacom il y a dix ans au Luxembourg. Même si c'était peut-être légal, il y a aussi un côté moral aussi. Je ne veux plus qu'on fasse ce genre de choses.

“De tous les pays d'Europe, la Belgique est le n° 1 ou le n° 2 pour la taxation sur le travail.

Faut-il aussi devenir n° 1 pour la taxation du capital? Ce n'est pas mon ambition.”

“Si les partenaires sociaux ont

l'ambition de changer la nature des mesures, ils peuvent se présenter aux prochaines élections. Nous vivons dans une démocratie.”

“On sera plus sélectif dans notre aide au développement”

La Belgique est déjà loin des critères internationaux en matière de coopération et aide au développement. On recommande d'y consacrer 0,7% du PIB. Or, vous annoncez un effort budgétaire important.

On va avoir moins de moyens, mais cela ne veut pas dire qu'on sera moins efficace. La Belgique peut même avoir plus d'impact. Mais c'est clair qu'on sera plus sélectif dans les projets. Actuellement, nous soutenons 206 organisations dans 101 pays différents, dont 18 préférentiels. Nos forces sont trop éparpillées. On a eu trop souvent une vision paternaliste selon laquelle les solutions se trouvent au Nord et les problèmes au Sud. Cette vision ne correspond plus à la réalité pour de nombreux pays, avec lesquels on peut travailler désormais d'égaux à égaux.

Vous allez donc arrêter la coopération avec certains pays?

Beaucoup de pays du Sud sont en train de faire un rattrapage énorme, mais il y a quelques dizaines de pays qui lâchent complètement. Ce sont ces pays-là qu'il faut aider. On va se focaliser sur les pays les plus fragiles, ceux qu'on retrouve en Afrique du Nord, de l'Ouest et dans la région des Grands lacs. On doit aussi se focaliser dans des secteurs où on a de l'expertise, comme les soins de santé, les droits des femmes... Pour les autres pays, on travaillera de manière différente, via la coopération universitaire, par exemple. C'est ce que nous faisons désormais en Ethiopie qui connaît un boom économique.

Comment allez vous sélectionner cette liste de pays prioritaires? L'avez-vous déjà établie?

Non. Cela n'a pas encore été fait. On fera ce choix en fonction de deux critères : les droits de l'homme et le développement économique durable. On va travailler de manière différente. Je sais qu'il y a beaucoup d'inquiétudes auprès des ONG, mais croyez-moi, je ferai tout en concertation et tout le monde ne va pas y perdre.

Vous allez conditionner l'aide au respect des droits de l'homme d'un pays?

Il faudra être plus courageux à ce niveau. Mais cela ne veut pas dire qu'à la moindre chose qui se passe, on doit arrêter l'aide au pays. Mais par exemple sur les droits des homosexuels, je trouve que cela doit progresser. On doit pouvoir dire à un pays qu'on n'est pas d'accord s'il fait un pas en arrière. Et si les choses n'évoluent pas, on peut décider de travailler d'une manière différente, par exemple en travaillant davantage avec les ONG spécialisées dans le domaine où nous n'aurions constaté aucun progrès voire même où nous aurions dû déplorer un recul.

Vous voulez davantage aider le secteur privé local. Où sera la limite entre coopération et relations commerciales?

Si on veut qu'un pays fonctionne avec des routes, des soins de santé, des écoles, il doit avoir une base fiscale. Il faut donc prendre des mesures pour aider l'économie locale. Avec BIO (la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développe-

ment), on investit dans des PME locales. Est-ce commercial? Non. C'est de l'aide au développement, mais on est parfois un peu à la marge.

BIO a été épinglée pour avoir placé son argent dans des paradis fiscaux... Vous allez resserrer la vis?

Tout à fait. Le but de BIO n'est certainement pas d'aller parquer de l'argent dans des paradis fiscaux.

“On a eu trop souvent une vision paternaliste du Nord, qui a les solutions et du Sud qui a les problèmes. Elle ne correspond plus à la réalité pour de nombreux pays, avec lesquels on peut travailler désormais d'égaux à égaux.”

ALEXANDER DE CROO
Ministre (Open VLD)
en charge de la Coopération
au développement.